

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 27 SEPTEMBRE 2022 À 16 H 00

Rapport N° 13

MISE À DISPOSITION À TITRE ONÉREUX DU DIRECTEUR MUTUALISÉ DU PÔLE COMMUNICATION ET ÉVÈNEMENTIEL DE CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE À LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

Aujourd'hui L'an deux mille vingt deux, le vingt sept septembre, le Conseil Municipal de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 21 septembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, Salle du Conseil Municipal.

Préside la séance : Olivier BIANCHI, Maire

Secrétaire : Wendy LAFAYE

Conseiller(e)s présent(e)s :

Olivier BIANCHI, Christine DULAC ROUGERIE, Nicolas BONNET, Marion CANALES, Cyril CINEUX, Isabelle LAVEST, Grégory BERNARD, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Rémi CHABRILLAT, Nicaise JOSEPH, Jean-Christophe CERVANTES, Jérôme GODARD, Christophe BERTUCAT, Magali GALLAIS, Jérôme AUSLENDER, Anne-Laure STANISLAS, Didier MULLER, Sondès EL HAFIDHI, Charles-André DUBREUIL, Sylviane TARDIEU, Dominique ADENOT, Anna AUBOIS, Marion BARRAUD, Géraldine BASTIEN, Laetitia BEN SADOK, Valérie BERNARD, Fatima BISMIR, Alexis BLONDEAU, Julien BONY, Jean-Pierre BRENAS, Dominique BRIAT, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Samir EL BAKKALI, Eric FAIDY, Christiane JALICON, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Wendy LAFAYE, Cécile LAPORTE, Steve MAQUAIRE-BEAUSOLEIL, Pierre MIQUEL, Lucie MIZOULE, Lucas PEYRE, Frédéric PILAUD, Catherine PINET-TALLON, Stanislas RENIE, Pierre SABATIER, Vincent SOULIGNAC, Yannick VIGIGNOL, Thomas WEIBEL

Conseiller(e)s ayant donné pouvoir :

Cécile AUDET pouvoir à Charles-André DUBREUIL, Odile VIGNAL pouvoir à Marion BARRAUD, Estelle BRUANT pouvoir à Anne-Laure STANISLAS, Alparslan COSKUN pouvoir à Fatima CHENNOUF-TERRASSE

Conseiller(e)s excusé(e)s :

Diego LANDIVAR, Marianne MAXIMI

M. Diego LANDIVAR étant absent, le pouvoir donné par Mme Marianne MAXIMI n'a pu être pris en compte.

M. Jean-Pierre BRENAS arrive après le vote de la question n°1.

M. Jérôme AUSLENDER arrive pendant le diaporama de la question n°2 (fin du pouvoir donné à M. Grégory BERNARD).

Rapport N° 13
MISE À DISPOSITION À TITRE ONÉREUX DU DIRECTEUR MUTUALISÉ DU PÔLE COMMUNICATION ET
ÉVÈNEMENTIEL DE CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE À LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

Vu l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L.334-1, L.512-6 à 512-9 et L.512-12 à L.512-15,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, article 35-1.

Considérant la création d'un poste mutualisé de directeur du pôle communication et événementiel Métropole/Ville de Clermont Ferrand,

Considérant la nécessité de prévoir une convention de mise à disposition,

Considérant l'accord de l'agent concerné par courrier en date du 1^{er} septembre 2022,

Considérant le comité technique du 22 avril 2022.

LA MISE A DISPOSITION :

La mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir. Il demeure toutefois dans son cadre d'emplois ou corps d'origine et continue à percevoir la rémunération correspondante.

Il est indiqué à l'assemblée que la mise à disposition de fonctionnaires territoriaux est possible auprès de :

- toutes les administrations publiques : l'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, les établissements relevant de la fonction publique hospitalière,
- les organismes assurant des missions de service public pour le compte des collectivités territoriales et établissements publics locaux (exemple : associations et entreprises délégataires d'un service public),
- divers organismes tels que le CNFPT, les organisations internationales intergouvernementales et les Etats étrangers.

Mise à disposition à temps partagé ou à temps plein :

- Les fonctionnaires peuvent être mis à disposition d'un ou de plusieurs organismes pour la totalité de leur service.
- Les fonctionnaires sont mis à disposition d'un ou de plusieurs organismes pour y effectuer une partie de leur service : dans cette hypothèse, le fonctionnaire continue à exercer une partie de son service dans sa collectivité d'origine.

Agents concernés :

Il est rappelé que les fonctionnaires titulaires (les stagiaires ne peuvent pas être mis à disposition), les agents contractuels de droit public employés en contrat à durée indéterminée peuvent bénéficier d'une mise à disposition.

La mise à disposition peut être prononcée pour une période maximale de trois années.

Elle peut être renouvelée par période n'excédant pas trois années après avis de la Commission Administrative Paritaire.

A l'issue de la période des 3 ans, si la mise à disposition est amenée à se poursuivre, la collectivité d'accueil doit proposer au fonctionnaire, lorsqu'il existe un cadre d'emplois de niveau comparable en son sein, une mutation, un détachement ou une intégration directe.

Cette possibilité ne peut cependant être envisagée que si l'agent exerce en totalité son service au sein de la collectivité ou de l'établissement d'accueil. A défaut d'accord de l'agent, la mise à disposition est renouvelée.

Procédure de la mise à disposition :

- Accord écrit de l'agent mis à disposition,
- Information de l'assemblée délibérante,
- Conclusion d'une convention entre la collectivité et la structure d'accueil,
- Prise d'un arrêté de mise en disposition de l'agent.

L'organisation de la Ville de Clermont-Ferrand a profondément changé au cours des 6 dernières années, notamment avec la transformation de l'intercommunalité clermontoise en Métropole en 2018.

Dans ce contexte, un travail d'organisation a été produit par les agents et leurs hiérarchies, la Direction générale et les élus pour construire une institution forte, au service de tous les aspects de la vie des habitants et usagers du territoire.

L'un des objectifs de cette nouvelle organisation est de coordonner les communications d'information pratiques aux clermontois impactés par de nombreux projets municipaux et métropolitains.

Afin de répondre à cet objectif, il a été proposé la création d'une Direction de pôle qui aura à sa charge la coordination de la communication, du protocole et des manifestations.

Cette Direction de pôle sera placée sous l'autorité hiérarchique de la Directrice Générale des Services, en lien fonctionnel avec la Direction de Cabinet du Maire comme présenté au comité technique le 5 avril 2022.

Par ailleurs et afin de renforcer la fonction protocole-manifestations de la Ville de Clermont-Ferrand, le service protocole, événements et manifestations officielles (PEMO) a été transformé en Direction.

La ville organise déjà des mutualisations ascendantes de services pour les manifestations et la logistique au bénéfice de la Métropole.

La Direction de pôle aura donc à sa charge la gestion et la coordination de la Direction de la communication de la Ville et de la Direction protocole, événements et manifestations officielles (PEMO).

Au regard de leurs intérêts convergents en matière de communication et d'évènementiel, Il est proposé que le futur Directeur du pôle soit rémunéré par la Ville de Clermont-Ferrand et la Métropole.

Ainsi, un poste de directeur de pôle est créé au sein de Clermont Auvergne Métropole à 100% et l'agent sera mis à disposition à titre individuel (à hauteur de 50 % de son activité) par Clermont Auvergne Métropole à la Ville de Clermont-Ferrand, afin de coordonner et d'optimiser les actions d'information et de manifestations.

Ainsi, il est proposé à l'assemblée d'autoriser la signature, avec la métropole, d'une convention de mise à disposition à titre onéreux, du directeur du pôle communication et évènementiel

(cadre d'emploi des administrateurs) auprès de la ville de Clermont Ferrand, précisant les conditions de mise à disposition, les conditions d'emploi et les modalités de contrôle et d'évaluation de son activité. Il est précisé à l'assemblée que la mise à disposition prendra effet au 1^{er} octobre 2022 sur la base d'un temps de travail de 50% à la ville.

Les modalités de cette mise à disposition sont définies dans la convention de mise à disposition.

Cette convention comporte obligatoirement :

- la nature des fonctions exercées par l'agent,
- les conditions d'emploi de l'agent,
- les conditions de contrôle et d'évaluation de ses activités,
- les modalités de remboursement,
- le préavis prévu en cas de fin anticipée de la mise à disposition.

Toute modification en cours de convention devra faire l'objet d'un avenant.

Au regard de ce qui précède, il est proposé à l'assemblée d'autoriser la signature de la convention de mise à disposition du directeur du pôle communication et événementiel à compter du 1^{er} octobre 2022, pour une durée de 3 ans, sur la base de 50%.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'autoriser la signature de la convention de mise à disposition à titre onéreux d'un agent de la métropole de Clermont Ferrand à la ville de Clermont Ferrand au 1^{er} octobre 2022,
- D'autoriser l'inscription des crédits correspondants au budget principal chapitre 12, pour l'année 2022 et suivantes,
- D'autoriser toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

TOTAL VOTANTS :	53	=	49 Conseillers Présents	+	4 Représentés	-	0 Non participation
TOTAL DES VOIX EXPRIMÉES :	53	=	Pour : 53	+	Contre : 0		
Abstention :	0						

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le

Le Maire,



Olivier BIANCHI



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Entre :

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Monsieur Olivier BIANCHI, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du,
Ci-après dénommée « Ville de Clermont-Ferrand » d'une part,

Et :

Clermont Auvergne Métropole représentée par Madame Chantal LAVAL, habilitée à cette fin par délibération du Conseil Communautaire en date du 10 juillet 2020,

- Vu le code de la Fonction Publique,
- Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu l'information transmise à l'assemblée délibérante,
- Vu la demande de l'agent concerné par cette mise à disposition et son accord sur la nature des activités confiées et sur les conditions d'emploi indéterminées,
- Considérant que les collectivités territoriales peuvent mettre un agent à la disposition d'un établissement public autonome.

Article 1 – Objet et durée de la mise à disposition

Clermont Auvergne Métropole met Monsieur Emmanuel MORVAN, recruté par voie contractuelle à durée illimitée, à disposition de la ville de Clermont-Ferrand en application des dispositions du code de la Fonction Publique et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Article 2 – Nature des fonctions exercées par le fonctionnaire mis à disposition

Monsieur Emmanuel MORVAN est mis à disposition à 50% de son temps de travail pour assurer les fonctions de Directeur de Pôle Communication et Évènementiel au sein des services de la ville de Clermont-Ferrand.

Article 3- Durée de la mise à disposition

La mise à disposition prend effet le 01 octobre 2022 pour une durée de 3 ans.

Article 4- Conditions d'emploi du fonctionnaire mis à disposition

Durant le temps de mise à disposition Monsieur Emmanuel MORVAN est affecté au Pôle Communication et Évènementiel.

Il est placé d'une part sous l'autorité de la Direction Générale de Clermont Auvergne Métropole pour les 50% de son activité dévolue à la Métropole et, d'autre part, sous l'autorité de la Direction générale de la Ville de Clermont-Ferrand pour les 50% de son activité dévolue à la Ville.

Il est recruté et employé par Clermont Auvergne Métropole qui gère sa situation administrative. Les congés annuels et les congés pour raison de santé sont accordés par Clermont Auvergne Métropole en concertation avec la ville de Clermont-Ferrand au prorata du temps mis à disposition

Article 5- Rémunération du fonctionnaire mis à disposition

Clermont Auvergne Métropole verse à Monsieur Emmanuel MORVAN la rémunération correspondant aux dispositions prévues par son contrat de travail à durée indéterminée.

La Ville de Clermont-Ferrand ne verse aucun complément de rémunération à l'exception, le cas échéant, des remboursements de frais professionnels.

Article 6- Remboursement de la rémunération

Durant le temps de la mise à disposition de Monsieur Emmanuel MORVAN, le montant de la rémunération et des charges sociales versées par Clermont Auvergne Métropole est remboursé par la ville de Clermont-Ferrand au prorata du temps de mise à disposition.

Clermont Auvergne Métropole facturera à la ville de Clermont Ferrand, une fois par an, en fin d'exercice, une somme correspondant aux frais qu'elle est tenue de prendre en charge au titre de la présente convention et dont elle aurait fait l'avance.

Article 7- Modalités de contrôle et d'évaluation des activités du fonctionnaire mis à disposition

L'agent public mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le Directeur Générale des Services de Clermont Auvergne Métropole. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis à l'agent qui peut y apporter ses observations.

En cas de faute disciplinaire commise dans l'organisme d'accueil, Clermont Auvergne Métropole est saisi par la ville de Clermont Ferrand au moyen d'un rapport circonstancié.

Article 8- Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande :

- de la ville de Clermont-Ferrand,
- de Clermont Auvergne Métropole,
- de Monsieur Emmanuel MORVAN.

sous réserve d'un préavis de 3 mois.

Article 9- Assurance

Clermont Auvergne Métropole s'engage à souscrire une assurance couvrant les activités de l'agent mise à disposition pour l'ensemble de ses activités pendant la période de mise à disposition.

Article 10 – Contentieux

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention. A défaut, les litiges sont portés devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand- 6 cours Sablon 63 000 Clermont Ferrand.

<p>CLERMONT AUVERGNE METROPOLE</p> <p>Fait à Clermont Ferrand</p> <p>le</p>	<p>VILLE DE CLERMONT FERRAND</p> <p>Fait à Clermont Ferrand</p> <p>le</p>
<p>Madame Chantal LAVAL</p>	<p>Monsieur Olivier Bianchi</p>